



Nº 165

Le 3 août 1988

STRATÉGIE VISANT À CONTRER LA PROPAGANDE

ET LA CENSURE EN AFRIQUE DU SUD:

PLAN D'ACTION DU CANADA

TORONTO - Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a rendu public aujourd'hui le plan d'action du Canada (ci-joint) visant à contrer la propagande et la censure en Afrique du Sud.

En affectant des crédits d'un million de dollars pour mettre le plan en oeuvre, M. Clark s'est dit satisfait de la réaction de ses collègues, qui se sont eux aussi engagés à préparer des plans d'action nationaux de leur côté.

- 30 -

STRATÉGIE VISANT À CONTRER LA PROPAGANDE

ET LA CENSURE EN AFRIQUE DU SUD:

PLAN D'ACTION DU CANADA

Le Canada est prêt à amorcer immédiatement la mise en oeuvre des éléments de cette stratégie. À cette fin, un million de dollars seront dépensés d'ici la prochaine réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui se tiendra à Kuala Lumpur en 1989.

Les restrictions et règlements fort nombreux que le gouvernement sud-africain impose aux médias sont de plus en plus stricts. Faire en sorte que l'édition d'un journal ne déroge pas à ces restrictions est une tâche fastidieuse, pénible et incertaine. En conséquence, le Canada propose de contribuer à un fonds d'aide juridique afin d'aider la presse parallèle à surmonter les obstacles que le gouvernement oppose à la présentation de reportages objectifs.

De même, chaque journaliste peut facilement être accusé de contrevenir aux lois sur la censure. Un groupe a été constitué récemment pour leur prêter secours et le Canada lui versera des fonds.

L'ambassade du Canada à Pretoria intensifiera ses activités dans le domaine des affaires publiques, notamment grâce à un programme amélioré de relations avec les médias, en définissant les publics cibles et en cherchant à leur communiquer des nouvelles et des informations depuis l'étranger.

Des groupes de citoyens concernés, au Canada et ailleurs, ont travaillé assidûment à contrer les effets de la propagande sud-africaine et à limiter l'efficacité de la censure imposée par le gouvernement de ce pays. Le gouvernement canadien collaborera plus étroitement avec ces groupes et les soutiendra dans leur travail.

Ces dernières années, deux grandes conférences internationales ont permis aux principaux représentants des médias de discuter des problèmes communs que posent la propagande et la censure sud-africaines. Ces rencontres se sont avérées très utiles et devraient être répétées périodiquement. Le Canada envisage par conséquent de convoquer une importante conférence dans une école canadienne de journalisme afin de traiter de la propagande et de la censure sud-africaines ainsi que des risques et des défis que celles-ci posent aux médias du monde entier.

Des personnalités du monde du sport et du spectacle ont joué un rôle déterminant en attirant l'attention sur l'appartheid et en informant l'opinion publique. Le gouvernement canadien cherchera à mobiliser de nouveau ces milieux afin de sensibiliser davantage le public.

La presse parallèle en Afrique du Sud est confrontée à une pénurie de professionnels qualifiés. Le besoin de journalistes pigistes se fait de plus en plus sentir. On ne trouve que très peu de Noirs et de femmes dans cette profession. Par conséquent, le Canada créera un programme de bourses d'études afin de donner à de jeunes Sud-Africains la possibilité de recevoir une formation qui les préparera à une carrière dans le journalisme.

Il faut aussi bien des compétences et du courage pour être un véritable journaliste en Afrique du Sud de nos jours. Une façon d'encourager ces gens est de leur accorder une distinction particulière. Le Canada a donc proposé la création (et s'est engagé à assumer une partie du financement) d'un prix d'excellence du Commonwealth en journalisme qui serait décerné à un journaliste sud-africain particulièrement méritant en reconnaissance de son courage et pour avoir su préserver son indépendance et son intégrité face à la censure et à la propagande gouvernementales. Si les autres participants à ce projet sont d'accord, ce prix pourrait être remis par le Secrétaire général à chaque réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth. Les lauréats deviendraient par ailleurs le symbole éloquent de notre volonté d'aider les Sud-Africains à exiger des réformes par des moyens pacifiques.

Des éditeurs sud-africains nous ont fait savoir que l'expérience acquise à l'extérieur de leur pays n'a pas de prix pour leurs journalistes. En établissant un réseau de contacts avec les médias à l'étranger, cela pourrait également leur assurer une protection contre une autocratie au comportement imprévisible. Le Canada créera au moins deux bourses à l'intention des journalistes sud-africains afin de leur donner la possibilité de travailler de trois à douze mois au Canada. La première de ces bourses sera annoncée en septembre.

Le programme de conférences qu'offre déjà mon Ministère permet à des conférenciers canadiens et étrangers de traiter de sujets les plus divers devant des auditoires canadiens. Ce programme sera élargi afin de donner à des journalistes, éditeurs, radiodiffuseurs, réalisateurs d'émissions d'information et étudiants en journalisme du Canada la possibilité d'entendre des conférenciers informés aborder les questions sud-africaines et traiter en particulier la propagande et la censure ainsi que le rôle des médias.

Un élément essentiel dans la mise en oeuvre de la stratégie au Canada sera la création d'un conseil consultatif de citoyens responsables venant de différents milieux sociaux et ayant en commun la volonté de lutter contre l'apartheid. Ils nous communiqueront leurs opinions et leurs conseils au fur et à mesure que notre programme sera mis en oeuvre, et ils nous aideront à organiser la participation du public.